

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 276 – VENDREDI 8 JANVIER 2016

PÂQUERETTE GROSSIÈRE

Bi-nationaux ou nationaux ?
Y'a des coups de déchéance au c...
qui se perdent.

AGENDA MILITANT

→ 9 janvier

Nantes [Pas d'expulsions à ND des Landes](#)

→ 9-10 janvier

Bagnolet [Collectif national d'Ensemble !](#)

→ 12 janvier

Amiens [Les syndicalistes ne sont pas les criminels !](#)

→ 13 janvier

Nanterre [Quartiers populaires, émancipation et pouvoirs](#)
Marseille [Les aléas de l'émancipation](#)
Toulouse [Réseau salariat](#)

→ 16 janvier

Boulogne-sur-Mer [Merci Patron !](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ **Bataille démocratique**

[Les enjeux espagnols](#), [La Marseillaise](#)

→ **Discriminations Racisme**

[Les trois arguments des pro-déchéances de gauche](#), Jean-Louis Sagot-Duvaurox

Nationalité et déchéance de “la gauche”

A lors que le raidissement sur la question « nationale » prend un tour de plus en plus mortifère, voilà que le gouvernement entend insérer dans l'ordre constitutionnel les conséquences ultimes du « débat » naguère imposé par Nicolas Sarkozy sur « l'identité française ».

La République, répète-t-on jusqu'à nausée, est une et indivisible. Il n'en va pas de même selon les promoteurs de la “déchéance de leur nationalité” de la communauté nationale. Il y aurait les gens normaux et les “binationaux”. Comme cela pose des problèmes trop évidents, la solution semble s'imposer : prévoir une déchéance de nationalité même pour les personnes n'en ayant qu'une. C'est juridiquement possible : il suffit pour cela que le “Pays des Droits de l'Homme” viole tranquillement la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Celle-ci n'édictant pas de règles contraignantes, le problème n'est pas juridique. Il n'est que politique. On peut faire avec.

Les terroristes, nous dit-on, ne méritent pas la nationalité française. Une telle idée repose implicitement sur celle, plus que contestable, que le terrorisme serait par essence étranger. Qu'un terroriste ne peut pas être vraiment français. Elle repose aussi sur l'idée qu'être français, cela se mérite. Droit du sol, droit du sang, peu importe : l'appartenance à la Nation, dont on affirme par ailleurs qu'elle est un attribut essentiel de la personnalité, ne saurait dans cette conception être un droit acquis.

En toute hypothèse, il est par ailleurs faux d'affirmer qu'il ne s'agirait là que de punir les terroristes : la proposition de Manuel Valls et Christiane Taubira est bien plus large, et laisse au législateur à venir toute latitude pour priver de leur nationalité les Français qui auraient été condamnés « pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation ». Une formule vague s'il en fut autorisera tout et le reste.

Comme avec la constitutionnalisation de l'état d'urgence, comme avec la suppression du contrôle du juge sur les activités de la police, il s'agit de laisser clés en main à ceux qui viendraient remplacer cette “gauche” au pouvoir les dispositifs juridiques les mieux adaptés pour pousser jusqu'à ses extrêmes conséquences la logique autoritaire aujourd'hui à l'œuvre.

Il faut résister à ces projets, qui combinent autoritarisme, racisme et nationalisme. Et y résister, c'est se battre pour un autre monde.

● Laurent Lévy



L'exigence d'égalité et de démocratie contre la déchéance sécuritaire

Quelle alternative à la fuite en avant liberticide du gouvernement, si ce n'est la promotion de la démocratie et de l'égalité par de nouvelles formes, à inventer, de mobilisation citoyenne ?

Un an après les attentats des 7 au 9 janvier 2015, le projet de réforme pour constitutionnaliser l'état d'urgence et élargir la déchéance de nationalité fait entrer la France dans un nouveau régime politique. S'appuyant sur l'émotion et la peur liées à l'horreur des crimes de masse du 13 novembre, il les prolonge politiquement par une manipulation de la société. Manipulation grotesque par certains côtés, pernicieuse par d'autres.

Il faudrait désormais vivre dans la peur. La vocation centrale de l'État serait de nous accompagner dans ce (relativement nouveau) régime de la politique. Il faudrait renverser le rôle de la Constitution, dont le principe a toujours consisté jusqu'à présent à défendre les droits face à ce qui les limite. À présent, il faudrait élargir, légitimer et codifier un fonctionnement institutionnel dérogatoire aux principes fondamentaux de respect des libertés individuelles et du Droit. Au passage, on peut être sceptique sur l'idée qu'il serait nécessaire de constitutionnaliser l'état d'urgence afin d'éviter de futurs législations liberticides alors que, par définition, l'état d'urgence est un état d'exception, liberticide. D'ailleurs, comment croire que la règle qui serait adoptée par le Congrès de Versailles limite réellement l'état d'urgence à une période

très temporaire (quelques semaines) alors que nous sommes actuellement dans un état d'urgence de trois mois (dont le renouvellement est explicitement envisagé) ?

Les sondés ont l'esprit punitif et des idées farfelues ont le vent en poupe : la nationalité devrait se mériter. Pour le moment, peu de débatteurs interrogent cette logique et en conteste le principe même.

Mériter la nationalité ?

L'autre versant du débat concerne la déchéance de nationalité. Il faudrait distinguer deux sortes de Français, des Français pur sucre et les 3,3 millions de binationaux, ceci afin de faire peser sur les seconds la menace spécifique de déchéance de leur nationalité (menace dont tout le monde reconnaît qu'elle est indifférente aux terroristes). Aujourd'hui, pour se voir déchu de sa nationalité, il faut avoir acquis la nationalité et il faut

disposer d'une seconde nationalité. Et il faut que les faits motivant la condamnation à la déchéance de nationalité se soient produits antérieurement à l'acquisition de la nationalité ou dans les 10 ans (ou 15, selon les cas) après cette acquisition. Il est intéressant de souligner la rupture du projet présidentiel par rapport à cette condition : il ne fait pas que constitutionnaliser une possibilité qui existe déjà, il l'élargit considérablement à tous les binationaux.

Une autre possibilité a émergé ces derniers jours des savantes réflexions "socialistes". Au nom de l'égalité, tout le monde pourrait demain, potentiellement, perdre la nationalité française. Et nous voilà embarqués dans un débat juridique pour savoir si une telle disposition consisterait ou non - excusez du peu - à contourner la Déclaration universelle des droits de l'Homme, selon laquelle « *tout individu a droit à une nationalité* ». Pour cela, il nous est déjà dit que les traités internationaux, qui excluent que l'on puisse créer des apatrides, prévoient des exceptions.

Pour le moment - mais pour combien de temps ? -, les sondés ont l'esprit punitif et des idées farfelues ont le vent en poupe : la nationalité devrait se mériter et pourrait, en cas d'actes ●●●

●●● terroristes avérés (après condamnation et après réalisation de la peine de prison), être retirée. Peu de participants interrogent cette logique et en conteste le principe même. Souvent, cette idée méritocratique de la nationalité se marie avec l'idée sordide qu'il existerait en définitive des Français purs (celui des Franco-Français) et des Français impurs (celui de Français devenus français), ou en termes plus soft une culture nationale pure et des cultures d'origine étrangères, hostiles. Par glissements successifs, ne va-t-on nous expliquer bientôt que les terroristes ne "méritent" pas d'être considérés comme des hommes (puisqu'ils ont commis des actes

monstrueux), et a-t-on idée de là où même ce type de logique ? Il vaut mieux se poser la question maintenant, quitte à susciter des réactions d'hostilité, et souligner que de tels raisonnements ne sont ni raisonnables, ni synonymes de force.

Transformer la République

L'idée, parfaitement hypocrite, selon laquelle le mal vient d'ailleurs, fonctionne comme une machine à illusion : il faut bien constater au contraire que notre société rend disponible aux idéologues de l'État islamique des cerveaux d'ici pour en faire des tueurs et de la chair à explosion. Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France, l'exprime ainsi :

« Ces terroristes sont français. C'est le problème qu'il faut regarder en face. »

Dans les faits, la République n'est pas seulement injuste et inégalitaire ; elle contribue à fabriquer ces trajectoires sordides, même si l'on peut produire des analyses psychologisantes des dérives

L'idée selon laquelle le mal vient d'ailleurs fonctionne comme une machine à illusion. Comme le dit Pierre Rosanvallon, « Ces terroristes sont français. C'est le problème qu'il faut regarder en face ».

individuelles. S'il en était autrement des trajectoires sociales, culturelles et affectives d'une partie de la jeunesse des quartiers populaires, les criminels ne recruteraient pas comme ils le font depuis quelques années : leurs puissances d'attraction seraient bien moindres. L'action très en amont et la prévention des dérives, qui est le principal moyen d'empêcher des drames, auraient le rôle central, au lieu que l'action publique intervienne seulement en répression et en réparation.

Pour Rosanvallon, « c'est d'une société lucide, solidaire et vigilante que nous avons besoin pour faire face à l'épreuve terroriste. Celle-ci doit nous conduire à un renforcement du commun, à une réactivation du lien de citoyenneté, et pas à un ●●●

Cynisme des États, cynisme du Réseau Voltaire

On oublie trop souvent qu'au chapitre des complices du cynisme actuel des politiques peuvent être citées en miroir bien des théories du complot. Un exemple, le Réseau Voltaire qui, sous couvert de déconstruction de l'actualité internationale, est au service du régime syrien et des intérêts russes au Proche-Orient. D'un côté, il fustige les crimes commis par Israël et dénonce l'État islamique ; de l'autre, il est plein de mansuétude et de compréhension à l'égard du régime de Damas (plus de 200 000 morts au cours des dernières années). Il ne manque pas une occasion de mettre en cause l'Arabie saoudite, mais il omet ce qu'il en est de la démocratie en Iran. Ceci alors que les deux pays sont parmi ceux qui pratiquent le plus massivement la peine de mort. C'est en permanence deux poids, deux mesures, où l'on devrait choisir son camp parmi les plus cyniques. Le problème est que ce cynisme se retrouve dans les politiques internationales des pays les plus riches, dont la France (vis-à-vis par exemple de l'Arabie saoudite). Lire, à ce propos, notre dossier "Face à l'esprit de guerre : l'analyse des causes et le dessein de la paix", [ici](#).

Envoyé Spécial a consacré jeudi 7 janvier un de ses reportages aux théories du complot. Gilles Alfonsi a eu l'occasion d'y évoquer la faillite politique et morale du Réseau Voltaire. Le reportage peut être vu, [ici](#). Lire aussi notre dossier sur "Les impostures du Réseau Voltaire et des théories du complot", [ici](#).

●●● *protectionnisme de l'épuration nationale, qui est aussi illusoire que mortel par les dérives qu'il ouvre* ». Ainsi, la question n'est pas de célébrer la République et ses promesses, ni de lui attribuer des qualités qu'elle n'a pas, mais de la transformer en profondeur.

Ce qui détermine aujourd'hui le pouvoir, c'est tout particulièrement le jeu visant par ses choix sécuritaires à manipuler l'opinion publique : couper l'herbe sous les pieds des dirigeants de droite en espérant un face à face Parti socialiste – Front national au second tour de l'élection présidentielle de 2017. L'exécutif sait en effet fort bien, pour être aux premières loges de la connaissance des résultats des perquisitions, que l'efficacité de l'état d'urgence est sujette à caution¹ et que l'efficacité de la déchéance de nationalité sera nulle. Au chapitre des postures politiciennes, ceux qui auront voulu voir Alain Juppé en De Gaulle du XXI^e siècle en sont pour leur frais avec ses explications alambiquées - en substance, "la déchéance de nationalité est inutile mais je voterai pour si j'étais par-

lementaire" - et sa volonté de prendre Sarkozy par la droite (comme François Hollande) dans son nouveau livre *Pour un État fort*.

Ne va-t-on nous expliquer bientôt que les terroristes méritent de ne pas être considérés comme des hommes et a-t-on idée de là où mène ce type de logique ? Il vaut mieux poser la question maintenant, quitte à susciter des réactions d'hostilité.

Des questions taboues

Cependant, face à la politique politicienne, un désir très largement partagé de rupture avec la politique telle qu'elle fonctionne aujourd'hui s'exprime parmi les citoyens. Une enquête publiée par *Le Parisien* à l'orée de la nouvelle année vient de montrer la demande de renouvellement qu'exprime une très grande part des citoyens : près de trois quarts des sondés ne souhaitent pas que François Hollande et Nicolas Sarkozy se présentent à l'élection présidentielle ; mais surtout 86 % des

répondants soutiennent le non cumul des mandats, 81 % sont pour l'interdiction d'exercer plus de 15 ans un mandat... De telles mesures, même si elles sont loin de constituer des ruptures suffisantes avec la conception traditionnelle de la vie politique, au regard de la crise de la démocratie représentative, sont plébiscitées.

Reste que, dans l'actuelle embolie politicienne qui détermine l'exécutif et les grands partis (PS, Républicains et FN), le risque est la disparition pure et simple de l'option qui réfute la guerre des civilisations, et plus largement, la marginalisation de la position consistant à mettre la démocratie et l'égalité au cœur de l'alternative politique. L'enjeu politique est donc de faire un lien étroit entre la surenchère de la peur et du sécuritaire, la politique libérale et austéritaire, et la conception traditionnelle de la vie politicienne. Les jeux du PS, des Républicains et du FN, la mise en scène de leurs oppositions et leurs complicités implicites ou explicites désormais - par exemple, au Parlement pour espérer faire passer la déchéance de nationalité - forment le masque permettant de ne pas parler des vrais sujets qui fâchent vraiment, à savoir de l'état de délabrement du lien social et des politiques sociales, des inégalités abyssales liées au système économique, des discriminations et de l'abandon du monde rural et des quartiers populaires, etc.

1. Lire, par exemple : http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/04/face-a-la-decheance-de-nationalite-l-amertume-des-binatio-naux_4841151_3224.html

http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/01/État-d-urgence-le-reveil-des-tri-bunaux-administratifs_4840644_3224.html

2 Lire le texte complet, [ici](#).

●●● Ainsi, pour les citoyens qui ne veulent vivre dans une jungle, ni dans un zoo, l'enjeu de l'heure est de ne pas rester scotché sur le seul débat du sécuritaire dans lequel la gauche d'alternative sera toujours perdante dans la mesure où ceux qui manipulent la peur ont "toujours raison". L'enjeu est de mettre la refondation démocratique et la question sociale au cœur du débat public.

Refonder la politique

Comme à chaque élection, au soir du second tour de scrutin des régionales, tous les partis ont promis qu'ils en tireraient les conséquences, sur le mode du "je vous ai compris". Et *Le Monde* de souligner en ce début d'année l'existence de « deux chantiers majeurs » : « Celui d'une relance de la construction européenne, dont la crise des réfugiés vient de démontrer qu'elle n'était plus qu'une fiction. Et celui de la rénovation complète, et urgente, de la vie politique française. De ce point de vue, les dernières semaines ne manquent pas d'inquiéter, après la surenchère de bonnes intentions qui a suivi les élections régionales. Quelle que soit sa formation, le personnel politique semble très vite revenu à ses habitudes et à cet entre-soi qui empêche tout renouvellement en profondeur de ses effectifs. Il a été repris par la routine de la préparation de l'échéance qui écrase notre système démocratique : l'élection présidentielle.² »

2. Lire le texte complet, [ici](#).

Cependant, ce qui fait problème dans le système actuel n'est pas clairement identifié par le quotidien du soir, qui ne veut pas faire le lien entre le fond des politiques menées - politiques économiques libérales, politiques sociales et culturelles abandonnées, politiques écologiques sans ambition, politiques internationales guerrières - et le recul démocratique.

Il est vain d'espérer un renouvellement spontané des formes classiques, alors que la question déterminante est celle d'un changement de paradigme faisant de l'appropriation citoyenne de la chose publique le cœur d'une démarche politique.

Or, ce qui ne marche pas, ou plus, c'est "tout" à la fois. C'est d'abord un système fondé sur une logique d'offre politique formulée par des professionnels de la politique (avec des décennies de promesses et de programmes non tenus). C'est un système qui ignore les besoins éducatifs, sociaux, sanitaires, environnementaux car les prendre

en compte serait mettre en cause la politique d'austérité. C'est aussi un système de plus en plus antidémocratique pour la même raison : il s'agit d'imposer à la société une politique qu'en fait elle ne désire pas. C'est enfin un système où n'existe plus de contrepoids, de mobilisations animées par des forces sociales qui viendraient empêcher les mauvaises réformes ou mieux obtenir quelques avancées positives. Il faut longuement se gratter la tête quand on cherche à identifier quelles sont les dernières avancées positives obtenues par des mobilisations sociales... ou alors il faut remonter loin. Et d'ailleurs, les reproches adressés aux partis semblent de plus en plus valoir aussi pour les syndicats et les associations, sans que des forces autogestionnaires prometteuses ne réussissent à s'imposer.

Dans ce contexte, il est vain d'espérer un renouvellement spontané des formes classiques, qui en sont toujours, malgré leur recul et leur affaiblissement, à tenter de préserver des positions en peau de chagrin. De fait, elles sont loin d'être principalement motivées par la question déterminante aujourd'hui, celle d'un changement de paradigme faisant de l'appropriation citoyenne de la chose publique le cœur d'une démarche politique. Au lieu de cela, même les positions les plus critiques restent souvent trop centrées sur des propositions de refonte institutionnelle, principalement par le haut ou par le levier électoral. ●●●

●●● L'égalité au cœur de l'alternative

Comme l'écrit Patrick Appel-Muller dans *L'Humanité*, « en inscrivant dans la Constitution des dispositions qui instituent des citoyens de second rang, le pouvoir poursuit son travail de sape d'une valeur cardinale de notre République, d'un identifiant de la nation, l'égalité ». Le PS, les Républicains et le FN ont là encore quelque chose en commun : à part quelques exceptions résiduelles et quelques nuances sporadiques, ils ignorent peu ou prou – non dans les paroles mais dans les actes - le sort des quartiers populaires, des populations défavorisées, l'absence de perspectives pour les jeunes. Même lorsqu'ils parlent de l'emploi comme d'une priorité, ce n'est pas dans une perspective égalitaire, ce n'est jamais pour lutter contre les discriminations, ce n'est pas contre les fractures territoriales et socio-économiques... c'est pour la compétitivité, pour l'entreprise ou pour éviter un prochain krach boursier.

Ils ne tirent ainsi aucun bilan de quarante ans de prétendue lutte contre le chômage et contre la précarité - mot d'ailleurs quasi absent de leur vocabulaire. Ou alors, dans le cas du FN, ils vitupèrent contre les alternances successives, mais sans proposer aucune mesure rompant réellement avec les politiques austéritaires... C'est pourquoi l'intérêt du parti lepéniste est de ne pas diriger d'exécutifs régionaux, où il ne pourrait faire aucune

démonstration positive, qu'il choisisse d'exacerber les tensions xénophobes ou qu'il se conforme au système, l'un n'empêchant pas l'autre.

Ceux qui ne se satisfont pas du monde dans lequel nous sommes et de la pente qui mène la société au chaos ont un continent à investir : celui de l'exigence de l'égalité, boussole au regard de laquelle chaque réforme ou projet peut être questionné ou envisagé.

Ainsi, les forces dites de gouvernement ne parlent pas de l'ampleur de la pauvreté, de la déshérence du monde rural. Ils caseront ces sujets dans leur programme politique et dans leur campagne électorale, mais leurs solutions ne feront que recycler les recettes mises en œuvre depuis quarante ans : coup de rabots contre la dépense publique, diminution du nombre de fonctionnaires, rognage des droits sociaux, casse annoncée du droit du travail

(projet commun au FN, au PS et aux Républicains), transition énergétique reportée aux prochaines décennies, désintérêt pour les populations fragiles (vieux, handicapés), pour l'école et la santé. Et ainsi de suite, car le déni est total : on croirait que les plus riches n'existent pas, que les pouvoirs ne sont pas de plus en plus concentrés entre les mains de puissances économiques sans contrôle, alors que les classes en voie de... déclassement rejoignent de manière de plus en plus évidente le sort des classes populaires.

Ceux qui ne se satisfont pas du monde cynique dans lequel nous sommes et de la pente actuelle qui mène la société au chaos (compétition généralisée entre les individus et entre les groupes sociaux, guerres civiles, conflits mondiaux...) ont un continent à investir : celui de l'exigence de l'égalité, cette boussole au regard de laquelle chaque réforme, chaque projet et proposition politique peuvent être questionnés ou envisagés. Si, pour l'heure, les perspectives semblent sombres et bouchées, au-delà des murmures de lamentation qui sortent de nos cerveaux consternés ou de nos bouches colériques, viendront bientôt peut-être les cris du nouveau monde qui demande à naître.



● Gilles Alfonsi

“Post”- coloniale, mon œil !

La presse hexagonale est discrète quant à la présence française dans l’Océan indien, notamment dans les Îles Éparses tout autour de Madagascar. C’est loin, très loin d’ici. Depuis quelque temps néanmoins notre pays illustre sa présence dans la région par des articles dont la fréquence se resserre dans la newsletter des TAAF, les terres australes et antarctiques françaises. Un document estampillé République Française.

Concernant notamment Tromelin, la newsletter a fortement annoncé, puis suivi pas à pas, puis célébré, puis abondamment médiatisé, largement au-delà de ses colonnes, le travail des chercheurs concernant un terrible morceau d’histoire : 31 juillet 1761, l’Utile, une flûte de la Compagnie française des Indes orientales, s’échoue sur l’Île de Sable (Tromelin), un îlot désert de 1 km². Elle transporte des esclaves. L’équipage regagne Madagascar sur une embarcation de fortune, abandonnant quatre-vingt esclaves avec trois mois de vivres et la

promesse de venir les rechercher. Promesse non tenue. Le 29 novembre 1776, l’enseigne de vaisseau de Tromelin, commandant la corvette La Dauphine, sauve les survivants : sept femmes et un bébé de huit mois.

Soit, ne boudons pas notre plaisir, il y a du bon à ce que l’ancienne puissance coloniale revienne sur quelques avatars de son passé.

Mais le plaisir s’arrête là. La discrétion est devenue esquive, et bien rares sont les colonnes qui relatent le conflit opposant la France, Madagascar et l’Île Maurice quant à la souveraineté de Tromelin.

Rappelons qu’à la veille de l’indépendance de Madagascar, en 1960, l’État colonial français confisquait les Îles Éparses et plantait sur Tromelin une station météo, probablement fort utile. En 1979, l’OUA (Organisation de l’Unité Africaine), puis l’ONU enjoignaient la France à rétrocéder les îles confisquées.

La raison coloniale n’a toujours pas cédé.

D’autant que depuis 2005 des prospections d’hydrocarbures se multiplient dans la région. Jusqu’à présent, on subodorait de considérables richesses gisant là. Les

travaux confirment aujourd’hui l’existence d’un véritable Eldorado : 6 à 12 milliards de barils de pétrole, 3 à 5 milliards de m³ de gaz, et la présence de ressources minérales marines profondes, composées entre autres de nodules polymétalliques, d’encroûtements et de sulfures hydrothermaux.

Alors, l’exposition des “esclaves perdus”, c’était le cache-sexe ?

Probablement s’agissait-il de ripoliner à l’avance le visage de la France dans la région. Manifestement et au nom du peuple français, le gouvernement Hollande n’entend pas se situer dans le respect du droit international. Une première manœuvre semble avoir réussi, un accord de cogestion environnemental, 3 sous la clé, a été signé avec l’Île Maurice, le conflit restant béant

avec Madagascar.

Hollande ne manque pas d’appui. Ainsi le FN, tout relooké démocrate qu’il soit, n’a pas abandonné son goût prononcé pour la prédation des peuples ultramarins et c’est en premier de la classe qu’il a voulu soutenir la poli-



tique du gouvernement français à l’égard de Madagascar, hurlant par avance qu’on ne saurait « abandonner Tromelin ». L’UDI aussi soutient, à son député tarnais Philippe Folliot, on doit l’éloquente saillie : « *La République est une et indivisible.* » Même si cet îlot a seulement une superficie d’un km² et s’il n’est en permanence occupé que par une demi-douzaine de personnes travaillant pour la météo, il engendre 280 000 km² de Zone Économique Exclusive (ZEE), à comparer aux 345 000 km² de la métropole. Ce n’est pas rien !

Les autorités malgaches n’entendent pas s’appuyer sur la population pour ramener la France à la raison. Il n’empêche, l’opinion malgache se mobilise peu à peu sur cette question d’intérêt vital pour le pays. Il faudra aussi que l’opinion française finisse par ôter le casque colonial et empêche qu’en son nom, notre pays vole son sous-sol prometteur au pays le plus pauvre du monde.

● Catherine Destom-Bottin



Le Frigilivre 2016 : un bon plan



Bonjour amis téléacheteurs... Comment pouvez-vous prétendre que votre cher frigo vous va bien ? Que votre bibliothèque est au top ? On croit rêver ! Vous dites ça parce que vous n'avez pas encore essayé le Frigilivre 2016, disponible depuis le 1^{er} janvier dans toutes les enseignes fusionnées FNAC-Darty. Le Frigilivre, c'est le mariage du livre et du frigo. Une innovation exclusive, adaptée à la conservation longue durée des marges bénéficiaires. Il a reçu le label "futures meilleures ventes" par la revue *33 % de consommateurs*. En édition limitée, il sera vite *collector*.

Avec sa double fonction - congélation des idées et réfrigération des brûlots - il est temps pour vous de passer au Frigilivre. Il ne reste que trois jours pour bénéficier d'une remise exceptionnelle en allant sur le site *Téléachat*, rubrique "Société & Inutilité". De taille unique, avec son bac "grosses légumes", vous pourrez l'acquérir au prix remarquable de 699 euros. Pour 1 euro de plus, vous bénéficiez d'une grille réversible pour les livres de goche.

Après les fêtes, profitez d'une promotion supplémentaire : votre Frigilivre sera livré avec un coffret-surprise. Vous y découvrirez le pop corn du XXI^e siècle, surnommé "Capital gourmand" par les créateurs de Fnacky. À l'air libre, il est en expansion continue. Son originalité ? Plus il gonfle, plus il se concentre. Et il ne présente aucun risque pour votre temps de cerveau disponible si vous êtes connectés sur *Téléachat*. Pour vous et chers amis, le pop-corn Capital gourmand grossira deux fois plus vite dès votre Frigilivre branché.

Des accessoires sont fournis gratuitement avec le Frigilivre : une boîte étanche pour la gazette sulfureuse *33 % de laissés pour compte*. Ainsi qu'un Tupperware® pour les oeuvres trop décapantes. Il est cependant déconseillé de stocker le pamphlet *Il faut prendre à César ce qui ne lui appartient pas*, susceptible de ruiner votre Frigilivre.

Vous trouverez enfin la notice d'emploi et de licenciements Fnacky dans la place réservée au beurrier, ainsi que la pompe à dégraisser, systématiquement fournie.

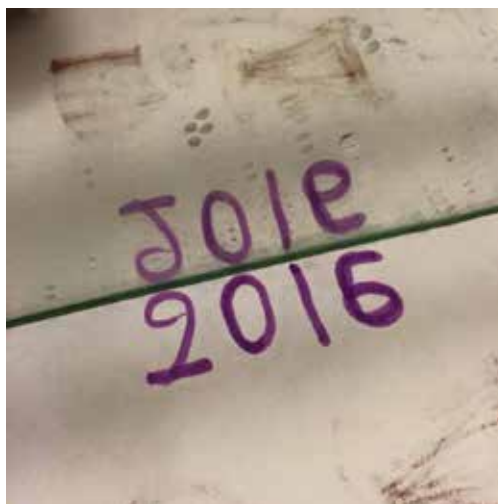
Le mariage du livre et du frigo, plus qu'un gadget, c'est un concept. Le *must*, après le mélange de l'eau et du gaz (Engie – ex GDF Suez), la fusion des saucisses et du ketchup (Kraft et Heinz), de la logistique et du camion (XPO et Norbert Dentressangle), du ciment et du ciment (Holcim et Lafarge), du bâtiment et du téléphone (Bouygues-Numericable-SFR).

Pas de chichi ! Achetez le Frigilivre au prix qu'on vous le vend. Votre action servira à la hausse de la marge et du chiffre d'affaires de chez Fnacky. Le Frigilivre, livré avec son magnet « *Big is beautiful* » est certifié COP 21. Il n'y a pas à hésiter.

● Philippe Stierlin



En 2016, se donner du coeur à l'ouvrage



● **Assemblée générale, ouverte.** L'Association des communistes unitaires se réunit en AG le 23 janvier, une AG ouverte à celles et ceux qui souhaitent y contribuer. Attentats, montée des périls guerriers, diffusion des idées d'extrême droite, stigmatisation des Roms, des musulmans, nouveaux tournants sécuritaires et antidémocratiques, mais aussi nouveaux mouvements porteurs d'une volonté de réappropriation des enjeux climatiques : quelle lecture faisons-nous de la situation politique au lendemain de l'année 2015 dont le bilan est fort contrasté tant au plan national qu'euro-péen ou mondial ? Comment évaluons-nous les rapports de force ? La déconnexion entre les forces politiques instituées et une part croissante de la population est de plus en plus profonde, comment transformer notre action politique dans ce contexte ? Quels sont les points d'appui pour construire un mouvement de dépassement du capitalisme ? Comment remettre au centre de notre action la question des luttes pour l'égalité ? Que faire avec l'ACU, Ensemble, le FDG ? Comment lier le temps de l'action et le temps de la pensée ? Comment inscrire dans l'urgence, le temps long et la visée communiste ? Infos pratiques sur le site communistesunitaires.net

● **La délation, "valeur" de quelle "République" ?** L'ex-maire d'Evry qui voulait un marché un peu plus « *blanco* » dans sa ville, devenu ministre de l'Intérieur et qui fait l'objet de plaintes pour discriminations et diffamations des Roms, puis ministre toujours

droit(ier) dans ses bottes, bref, Manuel Valls se rend en mai 2015 à l'université d'Avignon. Un maître de conférence poste un message sur la liste de discussion interne de son établissement, en ironisant, à partir des propos du susdit, sur l'image que doit donner l'université pour sa venue. Le président de l'université le signale au recteur de l'Académie et au procureur de la République (Cafer : quelle déchéance ! Non ?). Résultat : le 27 janvier, l'universitaire comparaitra devant le tribunal correctionnel d'Avignon. Cette volonté de mise au pas des universitaires s'inscrit dans un contexte sécuritaire et de restriction des libertés, rappelle le SNESUP-FSU qui intitule son communiqué "L'ironie n'est pas un délit !" Et la délation ? L'histoire ne dit pas s'il y a un lien entre cette "information" par le président et sa promotion comme recteur de l'Académie de Nice en décembre. Une pétition est en cours pour défendre l'enseignant-chercheur. À signer ici : http://www.petitions24.net/un_enseignant-chercheur_pour_suivi_pour_avoir_cite_m_valls



● **"La revue des résistances et des alternatives"**. Dans le numéro de janvier 2016 des *Zindigné(e)s* : des analyses pour résister, faire revivre l'espoir et changer le monde : un éditorial de Paul Ariès, directeur du journal, et des contributions de militants, biologiste, économiste, sociologue, urbaniste... (Pierre Zarka, Jean-Pierre Lemaire, Jacques Testart, Michel Husson...). Pour débattre, en ligne sur <http://www.les-indignes-revue.fr/>. Édité par Goliath, 5 €.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

